



Direction des Achats
Direction des Affaires Domaniales
45 rue Villon
69008 LYON

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES

C.C.T.P.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS POUR LE PATRIMOINE PRIVE DES H.C.L. (LYON ET PERIPHERIE)



I. GENERALITES

Le présent marché a pour objet la réalisation de diagnostics techniques immobiliers réglementaires sur l'ensemble du **patrimoine privé** des Hospices Civils de Lyon. Le prestataire retenu est réputé avoir pris connaissance et pris en considération dans son offre, l'intégralité des documents du dossier de consultation et tout particulièrement le présent CCTP. Il ne pourra, en aucun cas, invoquer une quelconque ignorance d'une pièce du dossier ou d'un de ses articles.

A. PRECISIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS COMMANDES

➤ Patrimoine concerné

Le domaine privé des HOSPICES CIVILS DE LYON est constitué par le patrimoine non affecté au service public de la santé. Parmi ces actifs, on dénombre des immeubles et des lots de copropriété représentant **805 logements** et 120 locaux commerciaux ou d'activité. La Direction des Affaires Domaniales (DAD) est en charge de la gestion complète de ces bâtiments qui constituent plus de 64 000 m² de surface construite principalement dans Lyon et sa métropole.

Le patrimoine immobilier privé des HOSPICES CIVILS DE LYON est composé exclusivement de bâtis anciens dont les estimations de datation le répartissent comme suit :

- 47% construits au 19e siècle (type Haussmannien) ou antérieurement,
- 29% construits dans les années 1930,
- 22% construits dans les années 1950,
- 2% construit au début des années 1970.

La répartition des logements par typologie se décline comme suit :

- 139 logements de type T1 d'une surface moyenne de 33 m²
- 298 logements de type T2 d'une surface moyenne de 48 m²
- 240 logements de type T3 d'une surface moyenne de 70 m²
- 86 logements de type T4 d'une surface moyenne de 92 m²
- 42 logements de type T5 ou plus d'une surface moyenne de 158 m²

Une liste des principaux immeubles constituant ce patrimoine est communiquée en annexe 1 du CCAP.

Ce patrimoine fait l'objet d'un référencement qui sera transmis au prestataire, en début de marché, sous la forme d'un tableau contenant la codification de chaque lot privatif ou parties communes.

À titre occasionnel, le titulaire du présent lot pourra être amené à intervenir, à la demande de la DAD, sur d'autres sites privés non répertoriés initialement ou sur des sites hospitaliers désaffectés ou tout autre lieu relevant de la compétence de la DAD. Certains de ces biens divers ne posséderont pas de codification particulière.

➤ Intervention en sites occupés et comportement du personnel intervenant

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait qu'il pourra être amené à intervenir en site occupé et notamment dans des **logements de fonction occupés par la direction** (Directeur Général, Directeurs Généraux Adjointes, Directeurs de site ou de service, Directeurs Adjointes de site ou de service) ou des cadres des HOSPICES CIVILS DE LYON. Ce profil d'occupant impose de fait, pour le prestataire et tous ses collaborateurs, le respect des règles de présentation, de courtoisie et de discrétion, ainsi qu'un niveau de qualité d'intervention irréprochable de façon à être exempt de tout reproche.

Le prestataire et tous ses collaborateurs intervenant sur site devront être en mesure de présenter une carte professionnelle nominative pour justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire.

Le prestataire s'engage envers les HOSPICES CIVILS DE LYON à ce que lui-même et tous ses collaborateurs intervenant sur site s'abstiennent de tout commentaire ou remarque auprès des occupants ou utilisateurs.

➤ Textes de référence

Le prestataire devra se conformer à tout moment et pour l'ensemble de ses prestations à la réglementation en vigueur au moment de la notification du marché. Il devra notamment répondre aux exigences prévues à l'article L271.6 du Code de la Construction et de l'Habitation et des textes réglementaires subséquents.

Les éventuelles évolutions réglementaires apparues en cours de marché pourront, si nécessaire, faire l'objet d'un avenant au marché notifié après négociation entre les parties et devront être parfaitement respectées.

De ce fait, le prestataire garantit la conformité du diagnostic avec la réglementation en vigueur au moment de la rédaction.

➤ Assurances et certification

Pendant toute la durée du marché, le titulaire devra être en mesure de justifier, à tout moment, de la validité des certifications et des assurances liées aux prestations à exécuter.

B. DESIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE

Afin de faciliter les échanges avec la DAD, il est demandé au prestataire titulaire du présent lot de nommer, un interlocuteur unique. Cette personne aura un profil « chargé d'affaires » : il sera l'interlocuteur privilégié dans le cadre des échanges courants liés à l'exécution du marché. Le choix de cette personne doit pouvoir satisfaire les critères de compétences techniques, d'expérience, d'organisation et de maîtrise des marchés à bon de commande.

Dans le cadre de la réalisation du présent marché, l'entreprise attributaire se verra imposer **une obligation de moyens et de résultats**. En conséquence, l'interlocuteur unique désigné devra se voir accorder des disponibilités en temps et en moyens suffisants pour pouvoir répondre à toutes les sollicitations de la DAD ou de son représentant et pour pouvoir réaliser toutes les missions du présent marché dans les délais impartis notamment pour les sollicitations urgentes.

Dans le cas où l'interlocuteur unique désigné ne serait plus en mesure d'accomplir les tâches relevant du présent marché, l'entreprise attributaire devra en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Pour son remplacement, il devra proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et respecter l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-PI Article 3.4.3.

C. PRINCIPES GENERAUX SUR LE BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES (BPU)

Le bordereau de prix unitaires correspond, le mieux possible, à la réalité des prestations commandées. La rédaction des devis et des factures doit correspondre exactement à la nature des prestations prévues ou réalisées et doit se baser sur les articles du BPU.

Le coût des prestations est calculé par prix unitaire soit au m², à l'unité ou au forfait. Les quantités utilisées pour les calculs sont les quantités réelles et devront pouvoir être justifiées. Aucune quantité ne pourra être majorée par l'application d'un coefficient pour tenir compte d'une quelconque difficulté liée à la réalisation de la prestation. Chaque prix unitaire mentionné au bordereau est **forfaitaire** et est réputé inclure, pour chaque prestation des diagnostics décrits, ci-après, dans la partie « descriptifs » du présent CCTP :

- Toutes les missions préparatoires et d'organisation de la prestation :
 - La gestion des demandes et l'établissement des devis,
 - Les récupérations de clés à la DAD des parties communes et des logements vacants,
 - La prise de rendez-vous avec les occupants des locaux y compris toutes les relances téléphoniques et les envois de courriers, en recommandés avec accusé de réception, nécessaires.
 - La transmission systématique à la DAD de toute difficulté rencontrée pour la prise de rendez-vous et susceptible de remettre en cause le délai de réalisation de la prestation.

- L'analyse et l'intégration éventuelle de documents techniques existants.
- Les reconnaissances des lieux et visites préalables y compris tous les relevés nécessaires.
- L'élaboration et la rédaction des stratégies d'échantillonnages le cas échéant.
- Toutes les tâches nécessaires à la bonne réalisation de la prestation :
 - Les déplacements sur site, autant que nécessaire pour la réalisation de la mission.
 - L'accès aux zones à diagnostiquer et les moyens nécessaires.
 - L'inspection visuelle des composants de la construction.
 - Les sondages et les prélèvements nécessaires.
 - Les tâches et les suggestions nécessaires aux nettoyages et aux protections des lieux d'intervention et des circulations empruntées de façon à laisser les lieux propres et libres de tout déchet.
 - L'identification claire et l'obturation des sondages réalisés pour notamment éviter le risque de propagation de poussières éventuellement amiantées.
 - Les analyses des échantillons prélevés.
 - L'établissement du document technique selon les textes réglementaires en vigueur (diagnostics, dossier technique unique...).
 - La restitution des clés des parties communes et des logements vacants aux HOSPICES CIVILS DE LYON.
- Tous les moyens et dispositions nécessaires concernant les modes opératoires à mettre en œuvre pour garantir la sécurité du personnel du prestataire, des occupants éventuels des locaux ou de toute autre personne circulant à proximité de la zone d'intervention.
- Tous les moyens et formations nécessaires à l'exécution en toute sécurité d'intervention en hauteur conformément aux principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-1 à L4121-5 et L4522-1 du Code du Travail.
- Tous les équipements de protection individuels adaptés.
- Tous les travaux d'étude nécessaires à la réalisation de la prestation demandée.
- Tous les salaires et frais de personnel d'encadrement, administratifs et d'intervention y compris les déplacements, les indemnités prévues dans la convention collective et l'intégralité des charges sociales.
- Tous les frais généraux nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise (véhicules, bureaux, informatique, téléphones portables...), les bénéfices et aléas.
- Toutes les incidences financières consécutives au respect des délais d'établissement des devis et des délais d'exécution des prestations, notamment pour les interventions urgentes.
- Toutes les incidences et contraintes liées à des interventions à réaliser en centre-ville (le stationnement et son coût, les restrictions de circulation...).
- Tout le matériel, les outillages et les appareils en parfait état de fonctionnement (révision, étalonnage...) et de dernière technologie nécessaire pour permettre la réalisation de l'ensemble des prestations.
- Toutes les tâches et les suggestions inhérentes à l'exécution totale pour l'achèvement complet et parfait des prestations.
- Tous les frais d'évacuation, de transport, de tri sélectif, de valorisation ou de traitements du matériel et des matériaux et autres déchets, générés dans le cadre de l'exécution de la prestation, conformément à la réglementation, y compris les taxes dues.
- Toutes les missions liées à la fin de la prestation (l'établissement des documents et leur transmission, les réponses aux éventuelles questions posées, les modifications à apporter en cas de communication d'éléments complémentaires...).

L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra se prévaloir d'une omission, d'un quelconque oubli ou évoquer des difficultés spécifiques d'accès, d'intervention ou de tout autre motif pour appliquer des plus-values financières ou des articles complémentaires lors de l'établissement de ses devis et de ses factures.

L'entreprise titulaire du présent marché a, pour l'ensemble des prestations commandées, **une obligation de résultat** qui lui impose de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'élaboration de la réponse aux sollicitations des HOSPICES CIVILS DE LYON.

D. DECOMPOSITION DU PATRIMOINE

La commande se limite, par définition, à la réalisation des prestations sur un site unique qui sera défini par les HOSPICES CIVILS DE LYON (immeuble ou groupe d'immeubles, site hospitalier désaffecté ou site tertiaire, etc.). Elle peut donc concerner 1 lot ou plusieurs lots sur un même site, de nature similaire ou différente, telle que villa, immeuble entier, bâtiment(s) divers.

La décomposition du patrimoine par entité, pour l'application du BPU, est faite suivant les catégories de bâtiments suivantes :

- **Les lots isolés** : Les « lots isolés » s'entendent comme étant des lots isolés en copropriété ou des lots isolés pour un immeuble en pleine propriété, tels qu'un logement, un local commercial, un local professionnel, un local administratif, etc.
- **Les villas** : Sont notamment assimilés à des « villas », une maison, un château et ses dépendances.
- **Les immeubles entiers** : Il s'agit d'immeubles de logements ou mixtes détenus en pleine propriété par les Hospices Civils de Lyon.
- **Les bâtiments divers** : Il s'agit de tout bâtiment ne répondant pas aux définitions précédentes, notamment de garages fermés, garde-meubles, entrepôts, établissements désaffectés, etc.

E. CALCUL DES SURFACES ET PRIX UNITAIRE

D'une manière générale, étant donné que les commandes ont un périmètre géographique correspondant à un site (voir paragraphe D), les surfaces prises en compte dans le choix du prix unitaire et le calcul du montant du bon de commande seront égales à la somme des surfaces individuelles, entité par entité.

- Pour l'ensemble des prestations, à l'exception de l'élaboration des dossiers amiante du patrimoine :
 - Les surfaces à utiliser sont les surfaces mentionnées sur les attestations de surface des lots et, à défaut, par analogie, les surfaces calculées de manière similaire à la loi CARREZ.
 - L'ensemble des surfaces accessoires (caves, greniers...), bien qu'incluses dans la prestation, ne sont pas prises en compte dans ce calcul et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire.
- Pour l'élaboration des dossiers amiante du patrimoine :
 - Les surfaces à utiliser sont les surfaces dans œuvre (SDO) fournies par les HCL.
 - L'ensemble des surfaces accessoires (caves, greniers...), bien qu'incluses dans la prestation, ne sont pas prises en compte dans ce calcul et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

F. BON DE COMMANDE ET DELAI D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Les prestations seront réalisées sur bons de commande dématérialisés établis par les HOSPICES CIVILS DE LYON et transmis par courriel à une adresse dédiée du prestataire.

Les modalités de délivrance et de transmission seront définies en début de marché entre le prestataire et les HOSPICES CIVILS DE LYON afin de mettre en place une procédure simple, courte et efficace.

Le délai maximum d'exécution débute à la réception du bon de commande par le titulaire du marché et s'achève par la bonne réception des attendus de la prestation par les HOSPICES CIVILS DE LYON.

Sauf demande urgente spécifique formulée sur le bon de commande, les délais d'exécution des prestations imposés au titulaire du marché pour les Dossiers de Diagnostic Technique (DDT) sont les suivants :

- Pour les commandes concernant les DDT location : 7 jours maximum.
- Pour les commandes concernant les DDT vente de locaux vides : 20 jours maximum.
- Pour les commandes concernant les DDT vente de locaux occupés : 25 jours maximum.

Sauf demande urgente spécifique formulée sur le bon de commande, les délais d'exécution des prestations imposés au titulaire du marché pour les Dossiers Amiante Parties Privatives (DAPP) et les Dossiers Techniques Amiante (DTA) sont les suivants :

- Pour les commandes concernant les DAPP ou DTA sans prélèvement : 7 jours maximum.
- Pour les commandes concernant les DAPP ou les DTA avec prélèvements et analyses : 20 jours maximum.
- Pour les commandes concernant les DAPP en site occupé, un délai complémentaire de 5 jours maximum sera accordé au prestataire pour tenir compte de l'incidence de la prise de rendez-vous.

Sauf demande urgente spécifique formulée sur le bon de commande, les délais d'exécution des prestations imposés au titulaire du marché pour les Diagnostics Amiante Avant Travaux (DAAT) sont les suivants :

- Pour les commandes concernant une pièce ou une zone spécifique d'un lot : 7 jours maximum.
- Pour les commandes concernant la totalité d'un lot : 10 jours maximum.
- Pour les commandes concernant la totalité d'un bâtiment : 30 jours maximum.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire vis-à-vis de ces obligations en termes de délai fera l'objet de l'application de pénalité.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

G. DELAI D'ETABLISSEMENT DES DEVIS

Pour certaines prestations, avant l'envoi d'un bon de commande, les HOSPICES CIVILS DE LYON pourront demander d'établir un devis à partir des articles du BPU. Sauf demande urgente spécifique formulée, le titulaire dispose d'un délai maximum de **5 jours** pour remettre son devis à compter de la demande.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire vis-à-vis de ces obligations en termes de délai fera l'objet de l'application de pénalité.

H. SOUS-TRAITANCE :

Pour rappel, le candidat est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de son marché sous réserve de respecter toutes les conditions mentionnées dans le CCAP et notamment l'obligation d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant avant toute intervention sur les sites des HOSPICES CIVILS DE LYON.

Le dossier de demande d'acceptation du sous-traitant doit être transmis dans un délai suffisant pour permettre son traitement. L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur l'importance du renseignement des informations demandées dans le DC4 et notamment sur la description détaillée de la nature des prestations sous-traitées (paragraphe F du DC4). Conformément à l'article R. 2193-9 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra exiger la justification du montant mentionné (paragraphe G du DC4).

Ce dossier doit être adressé au responsable du Service Technique de la DAD pour avis.

L'entreprise titulaire reste totalement responsable dans l'exécution du marché des sous-traitants acceptés notamment en cas d'accident, de dégâts produits, de dégradation des lieux ou de mauvaise exécution des prestations. L'entreprise devra mettre en place une organisation spécifique pour superviser ses sous-traitants et assurer des contrôles. L'entreprise conservera à sa charge la gestion complète de ses sous-traitants. Tout manquement pourra conduire à une restriction sur l'utilisation de la sous-traitance.

Les HOSPICES CIVILS DE LYON se réservent le droit de refuser les sous-traitants proposés si les documents transmis (certification, références, CV des salariés) ne permettent pas de justifier de leurs aptitudes techniques à réaliser les prestations que l'entreprise titulaire souhaite leur confier.

En aucun cas, un refus ou une acceptation tardive d'un sous-traitant ne pourront être invoqués par l'entreprise titulaire du présent marché pour justifier tout retard dans l'exécution de ses prestations.

I. DOCUMENTS A DEMANDER

Avant toute intervention, le prestataire devra demander aux HOSPICES CIVILS DE LYON tous les renseignements, justifications et documents existants nécessaires à l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

Ainsi, avant la réalisation d'un DPE, il devra s'assurer d'avoir en sa possession la fiche « renseignement travaux » du logement lui permettant d'avoir les informations sur ces caractéristiques techniques comme la nature et l'épaisseur des isolants présents.

J. DOCUMENTS A REMETTRE, TRANSMISSION ET GESTION

Tout document établi par le prestataire devra obligatoirement comporter :

- La codification du local et/ou de l'immeuble (précisée dans le bon de commande).
- L'adresse postale.
- La date d'établissement du document.
- La durée de validité du document.
- Les noms et coordonnées de l'occupant, le cas échéant.
- Et toutes les autres informations jugées utiles par les HOSPICES CIVILS DE LYON.

En début de marché, les modalités de présentations des documents seront définies entre le prestataire et les HOSPICES CIVILS DE LYON.

Les documents à remettre dépendent du type de mission commandé et sont précisés, ci-après, dans la partie « descriptifs » du présent CCTP.

Les documents remis seront sous forme numérique, en format PDF. La dénomination des fichiers numériques devra reprendre la codification précisée dans le bon de commande et le type de diagnostic. En début de marché, ces modalités de dénomination seront définies entre le prestataire et les HOSPICES CIVILS DE LYON.

Les documents en format numérique devront être transmis :

- Pour les petits formats, en pièce jointe, par courriel sur l'adresse figurant sur le bon de commande.
- Pour les gros formats, par un lien de téléchargement, sur une plateforme sécurisée, envoyé par courriel sur l'adresse figurant sur le bon de commande.

Pour certains dossiers, à la demande des HOSPICES CIVILS DE LYON, les documents devront également être remis sur un support numérique (type clé USB).

Pendant toute la durée du marché, le prestataire devra conserver l'ensemble des diagnostics réalisés et, sur demande, et en tout état de cause en fin de marché, restituer aux HOSPICES CIVILS DE LYON, sur support numérique (type clé USB ou disque dur externe), la totalité des diagnostics qui auront été réalisés.

K. ACCES AUX IMMEUBLES ET LOCAUX

Le titulaire aura une dotation initiale remise après notification du marché composée de 3 badges de type VIGIK pour un accès permanent aux immeubles et de 3 clés « passe » pour un accès aux locaux où il devra intervenir.

Cette dotation sera remise au représentant légal du prestataire contre signature dans un registre. Le titulaire a l'obligation de restituer les clés et badges en fin de marché.

Pour l'accès aux locaux non mis sous « passe », des clés spécifiques seront remises au prestataire. Le titulaire a obligation de restituer ces clés à la Direction des Affaires Domaniales dès la fin de son intervention (délai maximum de 1 jour ouvré). Tout retard dans la restitution de ces clés sera considéré et comptabilisé comme un retard dans l'exécution de la prestation et fera, dans ce cadre, l'objet de l'application de pénalité conformément au CCAP.

En cas de perte de ces moyens d'accès, les conséquences financières de la remise en sécurité des lieux (changement de canon, reprogrammation des badges...) seront intégralement supportées par le prestataire.

L. REUNIONS DE SUIVI

Des réunions de suivi de l'exécution du marché seront organisées régulièrement entre les HOSPICES CIVILS DE LYON et le prestataire. À l'issue de chaque réunion, le prestataire devra, dans un délai de 2 jours, transmettre et diffuser le compte-rendu de celle-ci. La participation à ces réunions et autres prestations induites sont des obligations contractuelles qui ne donnent pas lieu à une rémunération spécifique et dont le coût est réputé inclus dans les prix unitaires du marché.

➤ Réunion préparatoire :

En début de marché, une réunion préparatoire sera organisée par les HOSPICES CIVILS DE LYON avec le prestataire afin de notamment mettre au point les procédures d'exécution du marché, la présentation des documents et leur codification. À l'issue, le prestataire devra communiquer, dans un délai de 10 jours, les schémas des procédures et l'ensemble des documents au format « spécimen » pour validation par les HOSPICES CIVILS DE LYON.

➤ Réunion annuelle sur les aspects contractuels et opérationnels :

À chaque début d'année, à une date à prédéfinir lors de la réunion préparatoire, une réunion annuelle sera organisée, entre les HOSPICES CIVILS DE LYON et le prestataire, pour faire un point sur les aspects contractuels et les problématiques opérationnelles rencontrées.

➤ Réunion complémentaire de suivi des prestations :

En complément des réunions précitées, d'autres réunions pourront avoir lieu, à l'initiative, soit des HOSPICES CIVILS DE LYON, soit du prestataire, en tant que de besoin.

II. DESCRIPTIFS

1. Réalisation d'un DDT « vente » :

Le Dossier de Diagnostic Technique (DDT) vente transmis aux HOSPICES CIVILS DE LYON devra obligatoirement comprendre l'ensemble des documents listés ci-après. Ces documents devront être établis selon les dispositions qui les régissent (Code de la Construction, Code de la Santé Publique, Code de l'Environnement), et selon les prestations détaillées pour les diagnostics isolés.

Liste des documents compris dans le DDT :

- L'état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Le Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)
- L'état des risques et pollutions (ERP)
- Le Diagnostic de Performances Energétiques (DPE)
- L'état d'installation intérieure de gaz
- L'état de l'installation intérieure électrique
- L'état parasitaire
- Le diagnostic ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- L'attestation de surface : loi Carrez pour les lots d'habitation et surfaces utiles pour les autres lots (professionnels, administratifs, commerces...)

Le prix unitaire à appliquer dépendra de la catégorie du bâtiment et de sa surface totale.

La surface totale sera calculée suivant le paragraphe E ci-avant.

2. Réalisation d'un DDT « location » :

Le Dossier de Diagnostic Technique (DDT) location transmis aux HOSPICES CIVILS DE LYON devra obligatoirement comprendre l'ensemble des documents listés ci-après. Ces documents devront être établis selon les dispositions qui les régissent (Code de la Construction, Code de la Santé Publique, Code de l'Environnement).

Liste des documents compris dans le DDT :

- Le Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)
- Le Diagnostic Amiante des Parties Privatives (DAPP)
- L'état des risques et pollutions (ERP)
- Le Diagnostic de Performances Energétiques (DPE)
- L'état d'installation intérieure de gaz
- L'état de l'installation intérieure électrique
- L'attestation de surface : loi Carrez ou loi Boutin (suivant le cas) pour les lots d'habitation et surfaces utiles pour les autres lots (professionnels, administratifs, commerces...).

Le prix unitaire à appliquer dépendra de la catégorie du bâtiment et de sa surface totale.

La surface totale sera calculée suivant le paragraphe E ci-avant.

3. Renouvellement de diagnostics :

Les articles de ce paragraphe s'appliquent dans les cas où le ou les diagnostics demandés concernent un local qui a déjà été traité antérieurement par le prestataire.

3.1. Renouvellement d'un seul diagnostic DDT :

Cet article s'applique lorsque le diagnostic termites ou plomb d'un lot arrive à terme avant la vente et que celui-ci peut être renouvelé indépendamment des autres diagnostics.

3.2. Renouvellement de 2 diagnostics DDT :

Cet article s'applique lorsque les 2 diagnostics termites et plomb d'un lot arrivent à terme avant la vente et que ceux-ci peuvent être renouvelés indépendamment des autres diagnostics.

3.3. Renouvellement de l'ensemble des diagnostics DDT vente/location :

Afin d'optimiser le coût global des diagnostics DDT, le prestataire devra, pour chaque commande, identifier s'il est déjà intervenu dans le local concerné. Si c'est le cas, le prestataire devra appliquer cet article.

4. Diagnostics isolés (vente ou location) :

Cet article s'applique pour permettre aux HOSPICES CIVILS DE LYON de commander un diagnostic unitairement, parmi les listes des articles 1 et 2, lorsqu'il n'est pas nécessaire d'obtenir un DDT (location ou vente) complet.

Le prix unitaire à appliquer dépendra de la catégorie du bâtiment et de sa surface totale.

La surface totale sera calculée suivant le paragraphe E ci-avant.

5. Etudes pour amélioration des DPE :

5.1. Etablissement du DPE (état existant) :

Cet article s'applique pour l'établissement du DPE d'un ou plusieurs logements afin de réaliser une cartographie exacte du patrimoine privé des HOSPICES CIVILS DE LYON dans son état existant.

Le DPE attendu est un DPE du lot identique à celui produit dans le cadre d'un DDT location.

5.2. Pré-DPE pour stratégie travaux :

Cet article s'applique pour accompagner les HOSPICES CIVILS DE LYON dans la définition d'une stratégie de travaux à mettre en œuvre dans un logement. L'objectif est de définir la meilleure solution coût / efficacité pour améliorer la note de son DPE. La prestation demandée consiste à réaliser, à partir d'un DPE établi dans le cadre de l'article 5.1., plusieurs simulations sur la base de scénarios de travaux envisagés par les HOSPICES CIVILS DE LYON.

Les résultats des simulations, à savoir les nouvelles notes pour le DPE, devront correspondre à celle obtenue dans le cadre d'un DDT location.

6. Dossiers Amiante du patrimoine (DAPP et DTA) :

Cet article sera appliqué de la cadre d'une demande spécifique de mise à jour concernant la rédaction des dossiers amiante du patrimoine privé des HOSPICES CIVILS DE LYON, conformément aux dispositions du Code de la Santé

Publique en la matière. Le prestataire interviendra spécifiquement pour réaliser des Diagnostics Amiante des Parties Privatives (DAPP) et des Diagnostics Techniques Amiantes (DTA) des parties communes.

7. Réalisation d'un DDT « avant travaux » :

L'étendue du diagnostic dépendra de la description synthétique des travaux, fournie par les HOSPICES CIVILS DE LYON, dans la commande. Le prestataire devra demander toute précision ou information complémentaire qu'il jugera utile pour lui permettre d'élaborer et de rédiger une stratégie d'échantillonnages efficace.

Le DDT « Travaux » produit comprend :

- Le constat des risques d'exposition du plomb.
- L'état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Les prélèvements seront clairement repérés sur site et rebouchés proprement afin d'éviter tout risque de dispersion de poussière amiantée.

Le préleveur interviendra en toute autonomie (il ne sera pas accompagné) et il se conformera à la réglementation en vigueur pour la réalisation de sa prestation.

En complément de ces diagnostics, le prestataire pourra être chargé, dans le cadre d'une commande complémentaire, des prestations suivantes :

- Repérage par apposition d'un autocollant, macaron ou autre moyen, des zones amiantées repérées.
- Constat d'enlèvement de matériaux amiantés à la suite de l'intervention d'une entreprise agréée.

8. Réalisation d'un DDT « avant démolition » :

Cette prestation sera exécutée sur des sites hospitaliers désaffectés en attente de cession pour reconversion. Le prestataire devra demander toute précision ou information complémentaire qu'il jugera utile pour lui permettre d'élaborer et de rédiger une stratégie d'échantillonnages efficace.

Les prélèvements seront réalisés dans un site vacant

Les prélèvements seront clairement repérés sur site et rebouchés proprement afin d'éviter tout risque de dispersion de poussière amiantée.

Le préleveur interviendra en toute autonomie (il ne sera pas accompagné) et il se conformera à la réglementation en vigueur pour la réalisation de sa prestation.

9. Prestation ou bien atypique ou exceptionnel :

Le prestataire remettra un devis pour toute demande ne rentrant pas dans les cas précités dans les délais demandés par les HOSPICES CIVILS DE LYON.